

## Modèle type de requête individuelle pour un recours direct

A déposer ou à envoyer à l'adresse du T.I.

A Madame, Monsieur le Juge d'instance

de .....

Adresse : .....

.....

### REQUÊTE INDIVIDUELLE

Contentieux de la liste électorale prud'homale de la commune de .....

(articles L.1441-15, R.1441-53 al 2, R.1441-55 à R.1441-59 du Code du travail).

Objet : Demande de rectification d'inscription

Demande d'inscription

(Cocher la mention utile.)

Réquéran-t-e agissant en qualité d'électeur concerné.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Fax : ..... Email : .....

Employeur (raison sociale ou nom, prénom) : .....

Adresse de l'entreprise : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Code NAF (figurant sur le bulletin de paie) : ..... Salarié-e à la date du 28 décembre 2007.

Madame, Monsieur le juge,

Je demande la rectification de mon inscription sur la liste électorale de la commune de (dans le cas où on demande un changement de commune, indiquer celle où l'on devrait être inscrit) .....

J'ai été indûment inscrit-e dans le collège employeurs, alors que je suis salarié-e.<sup>(1)</sup>

J'ai été indûment inscrit-e dans une section dont je ne relève pas qui est : ....., alors que je relève de la section : <sup>(2)</sup> .....

J'ai été indûment inscrit-e dans une commune qui n'est pas conforme aux dispositions en vigueur.<sup>(3)</sup>

Je ne figure sur aucune liste électorale alors que j'étais salarié-e au 28 décembre 2007 et je demande mon inscription sur la liste de la commune de ..... dans la section ..... du collège salariés.<sup>(2)</sup>

(Cocher la mention utile.)

Je vous remercie, Madame, Monsieur, le Juge, de l'attention que vous voudrez bien apporter à ma requête.  
Veuillez agréer, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à ....., le .....

**Signature**

<sup>(1)</sup> Joindre les photocopies du bulletin de salaire de décembre 2007 et d'une pièce d'identité.

<sup>(2)</sup> Le Code NAF de l'entreprise permet de connaître son rattachement à la section Industrie, Commerce ou Activités diverses (article R.1441-9, voir aussi l'article R.1441-7).

Pour la section Agriculture, on se reporte à l'article 722-20 du Code rural..

L'article L.1441-6 énumère les salariés qui relèvent de la section Encadrement, quelle que soit l'activité de l'entreprise.

<sup>(3)</sup> La commune d'inscription est en principe celle du lieu d'activité professionnelle (article R.1441-15).

Votent dans la commune de leur domicile : les chômeurs, les personnels de maison (R.1441-18), les VRP s'ils le demandent (R.1441-17).

Sont inscrits sur la liste de la commune du siège social de l'entreprise (article R1441-16) : « *Les salariés suivants sont inscrits sur la liste de la commune du siège social de l'entreprise qui les emploie à titre principal :*

*1° Salariés exerçant leur activité dans plusieurs communes ;*

*2° Salariés travaillant en dehors de tout établissement ;*

*3° Salariés travaillant en France en dehors de tout établissement et domiciliés à l'étranger ».*

## Modèle type de requête collective pour un recours direct

A déposer ou à envoyer au greffe.

Il sera nécessaire que le requérant soit présent à l'audience.

A Madame, Monsieur le Juge d'instance

de .....

Adresse .....

.....

.....

Contentieux de la liste électorale prud'homale de la commune de .....

(articles L.1441-15, R.1441-53 al 2, R.1441-55 à R.1441-59 du Code du travail).

### RECOURS COLLECTIF

Objet : Demande de rectifications d'inscriptions

Demande d'inscriptions

(Cocher la mention utile.)

#### Réquérant-e

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Fax : ..... Email : .....

Agissant en qualité de mandataire des, de la liste des candidats CGT. (Cocher la mention utile.)

Agissant en qualité d'électeur salarié inscrit sur la liste électorale de la commune de : .....

.....,

Madame, Monsieur le Juge,

Je vous demande de bien vouloir :

rectifier l'inscription des personnes ci-après désignées ;<sup>(1)</sup>

inscrire sur la liste de la commune de .....

dans la section ..... collège salariés, les personnes ci-après désignées.<sup>(1)</sup>

Nom : ..... Prénom : ..... (Cocher la mention utile.)

Adresse personnelle : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Salariés-es à la date du 28 décembre 2007 de :

Établissement (raison sociale, nom) : .....

Adresse de l'entreprise : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Code NAF (figurant sur le bulletin de paie) : .....

Inscrites par erreur (préciser) : ..... (2)

Non inscrites à ce jour, mais qui relèvent de la liste tenue par la commune de ..... (2)

dans la section ..... collège salariés. (2)

*(Cocher la mention utile.)*

Ces personnes ont été prévenues par mes soins (pièces jointes). (3)

Elles n'ont pas déclaré s'y opposer.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette requête.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur le Juge, l'assurance de ma considération.

Fait à ....., le .....

**Signature**

(1) Si nécessaire faire une note jointe, en fonction du nombre de salariés concernés, en mentionnant les identité et adresses personnelles, employeur, Code NAF.

(2) Préciser les motifs. Prévoir les pièces à produire (photocopies de bulletins de salaires et d'une pièce d'identité).

(3) L'information des salariés a pu être faite par lettre(s), tract(s), affiche en précisant une date de réponse par les salariés. Les joindre au Juge.